

RAPPORT N° 2022/4-21
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION ACCORDEE A MADAME NADEGE TONELLATO POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE SITE DE PITON FOUGERE A SAINTE MARIE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Madame Nadège TONELLATO, résidant à Sainte-Marie souhaite occuper un emplacement sur le site de Piton Fougère à Sainte Marie, pour l'exploitation d'une activité de snack-bar.

Madame Nadège TONELLATO sollicite auprès de la CINOR la mise à disposition d'un emplacement sur le parking du site de Piton Fougère à Sainte Marie, pour l'exploitation d'une activité de snack-bar, dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Concernant la redevance mensuelle de l'AOT à conclure, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 27 septembre 2012. Conformément à cette grille, la redevance forfaitaire applicable pour un module/camion bar est de **250 euros par mois** ; celui-ci occupera du mardi au dimanche un espace total de 20 m².

L'avis de la Commune de Sainte-Marie a été sollicité et cette dernière a émis **un avis favorable**.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Madame Nadège TONELLATO. La durée proposée pour cette convention est d'**un an**.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur le parking du site de Piton Fougère sur la commune de Sainte Marie à Madame Nadège TONELLATO, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar du mardi au dimanche pour une durée **d'un an**.
- Approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe pour l'activité envisagée,
- Autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/4-21
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION ACCORDEE A MADAME NADEGE TONELLATO POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE SITE DE PITON FOUGERE A SAINTE MARIE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-21 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement selon le plan annexé au rapport, sur le parking du site de Piton Fougère sur la commune de Sainte Marie à Madame Nadège TONELLATO, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar du mardi au dimanche pour une durée **d'un an**.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe pour l'activité envisagée.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-21-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--